

Délinquance : le nombre d'agressions et d'escroqueries n'a jamais été aussi élevé

Source le Figaro.fr 29/01/15



Les atteintes volontaires à l'intégrité physique ont cru de + 0,5 % à + 9 %, pour dépasser le demi-million d'agressions par an

Le ministère de l'Intérieur a beau mettre en avant de meilleurs résultats dans la lutte contre les cambriolages de résidences principales, le bilan 2014 des crimes et délits publié par l'ONDRP est plus que mitigé.

L'émotion qui entoure les attentats de début janvier n'exonère pas l'Intérieur de plus amples explications sur son bilan pour l'année 2014.

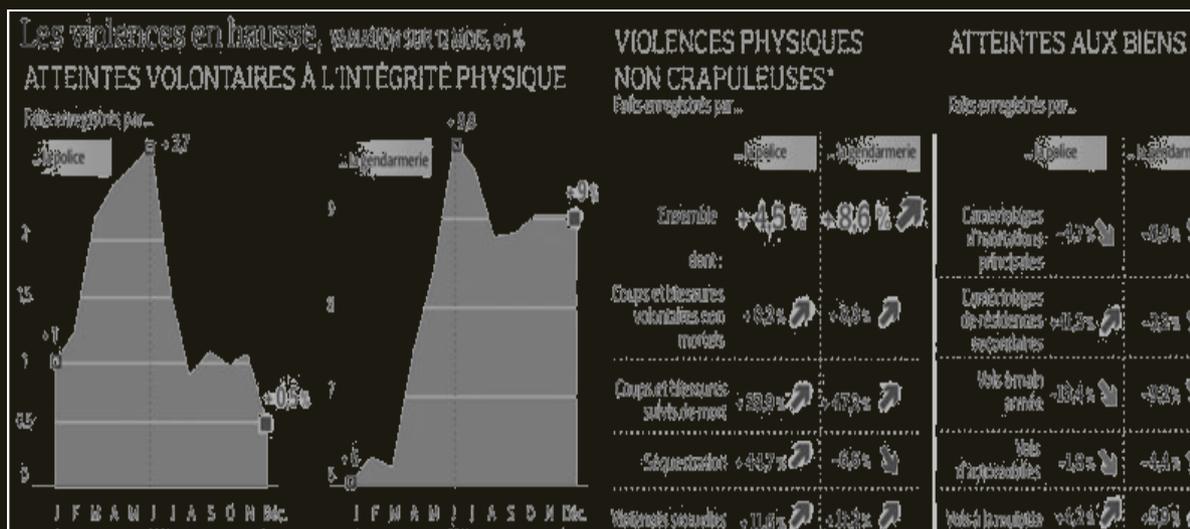
Lors de sa cérémonie des vœux à la presse, le 27 janvier, Bernard Cazeneuve a expliqué en substance que le traditionnel bulletin mensuel de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP) serait la seule communication officielle sur le sujet.

Tout en glissant habilement que la statistique prouve que la situation s'améliore, notamment sur le front des cambriolages, mais qu'il ne saurait en parler davantage, puisque la police serait en train de changer sa manière de compter...

Le Figaro a décortiqué les chiffres de l'ONDRP

Ils tempèrent cet optimisme. «Il ne faut pas surexploiter le contexte», prévient Éric Ciotti, le député UMP des Alpes-Maritimes. À l'entendre: «Le gouvernement a lancé une opération d'enfumage à grande échelle. Il a cassé le thermomètre de la délinquance, en voulant empêcher toute comparaison avec le passé. Alors que l'on voit très bien que la fièvre monte!»

Une chose est sûre: en dehors des atteintes aux biens en zone police, qui diminuent légèrement (-1 %), tous les grands agrégats de l'«état 4001», cette sorte de bible statistique des crimes et délits, clignotent en rouge: les atteintes volontaires à l'intégrité physique ont cru de + 0,5 % à + 9 %, pour dépasser le demi-million d'agressions par an ; et les escroqueries économiques et financières de + 4,4 % à + 7,9 %, selon les zones rurales de la gendarmerie ou urbaines de la police. Cette dernière augmentation est d'ailleurs sous-estimée, puisque les escroqueries à la carte bancaire sur Internet, de plus en plus répandues, ne sont même plus enregistrées en plaintes.



Pour analyser ces résultats, il faut bien saisir que, concernant la gendarmerie, tous les chiffres sont fiables, puisque la maréchaussée a réformé ses outils statistiques dès 2012 et que l'on compare bien des années comparables. Quant à la police, elle se dote effectivement d'un nouveau logiciel de saisie des faits (LRPPN). Une montée en puissance prévue jusqu'en 2016. Mais c'est pour dépeindre une situation plus fidèle à la réalité. «Les hausses constatées devraient donc être pleinement assumées. Ce qui ne semble pas être le cas, Beauvau préférant butiner les chiffres pour mettre en avant ceux qui l'arrangent», s'amuse un criminologue.

Éric Ciotti, lui, ne rit pas. «La gauche, dit-il, cherche à esquiver, car elle sait très bien que les couacs du bilan 2014 ne peuvent plus être mis sur le dos de leurs prédécesseurs. En 2013, les socialistes étaient déjà aux affaires...»

Il n'en reste pas moins vrai que les cambriolages ont diminué, l'an dernier, de 4 à 8 % entre les villes et la campagne, s'agissant des résidences principales. Ce qui représente presque 15.000 faits de moins sur un total de 125.000 infractions déclarées. Or les Français sont très sensibles à ce type de délits, souvent vécus comme un traumatisme. Les fric-frac dans les résidences secondaires, en revanche, ont bondi, dans le même temps, en zone police, de plus de 41 %, soit plus de 1 200 faits supplémentaires en un an.

Au chapitre des bonnes nouvelles, il faut souligner la baisse des destructions et dégradations en zone police (-13,6 %), même si celles-ci ont grimpé en zone gendarmerie (+7 %). Et puis la diminution des vols à main armée, avec 551 braquages de moins en 2014. Autre bon point: la baisse des vols d'automobiles (de -1,8 à -4,4 %), même si l'on peut se demander si celle-ci n'est pas davantage due à l'essor des coupe-circuits de série sur les véhicules et, plus généralement, à la baisse des ventes de voitures neuves d'année en année, qu'à l'action résolue des forces de l'ordre.

Pour le reste, le tableau demeure bien noir. Excepté la baisse des vols avec violence en zone police (-9,4 %), tous les types de violences augmentent dans les tableaux statistiques des deux forces de sécurité, notamment les violences non crapuleuses (hors vols), c'est-à-dire celles du cadre intrafamilial ou des agressions gratuites dans la rue ou à l'école (de + 4,5 à + 8,6 %).

Les menaces et chantages ne cessent également de progresser (de + 4,3 à + 12,3 %). Pire encore, les violences sexuelles explosent (de + 11,2 % à + 11,6 %).

Des évolutions dont Bernard Cazeneuve a évidemment conscience. Tout comme il ne saurait ignorer que Paris, qui inscrivait autrefois la statistique dans le cercle vertueux, la tire aujourd'hui vers le bas, avec, par exemple, des augmentations des atteintes aux biens de + 10 à + 12 % par an aujourd'hui.

La doctrine pénale de Christiane Taubira, qui fait de la prison l'exception, va-t-elle améliorer la situation ou la dégrader? Pour le criminologue Alain Bauer, le hiatus entre politique sécuritaire et politique pénale demeure le problème majeur en France. Et pourrait ruiner tous les efforts de Beauvau pour reconquérir le terrain.